

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3006

18 octobre 2014

SOMMAIRE

Advance S.A.	144242	Fédération Luxembourgeoise de Boxe ..	144282
Advent Diamond (Luxembourg) Holding S.à r.l.	144248	First Investments S.A.	144245
Advent Diamond (Luxembourg) S.à r.l. ..	144281	Galor Holding S.A. SPF	144244
Anchor Holdings GP S.A.	144288	Haurora S.A.	144248
Apolis Sicav-SIF	144253	Ludo S.A.	144262
Arka S.à r.l.	144243	Ludo S.à r.l.	144262
Aspidistra International S.A., SPF	144242	Marowinia S.A., SPF	144243
Avus Llorens S.A.	144252	Microventures Finance Group S.A.	144250
Basic Holding S.A.	144245	MicroVentures S.A.	144250
Blassan Finance S.à r.l.	144244	Optimal Diversified Portfolio	144244
Boldam S.A.	144242	PA BE 1 S.A.	144272
BRE/Eschborn IV Manager S.à.r.l.	144244	PA BE 1 S.à r.l.	144272
Built Stone Properties S.A.	144245	Poland Retail Topco S.à r.l.	144247
C5 S.à r.l.	144249	P&P Promotions S.à r.l.	144247
CAP-International S.A.	144249	Rally Lux Holding Two S.à r.l.	144286
Chephren S.A.	144245	Seaside Investments S.à r.l.	144248
Compass Printing S.à r.l.	144246	Semtex S.A., SPF	144242
Constellation Coinvestment S.à r.l.	144246	Shco 88 S.à r.l.	144248
Corpora Investments S.A.	144248	Sofires S.A.	144243
Cudi S.à r.l.	144249	Spice Industries Luxembourg S.à r.l.	144247
Etoile Promotions "E", société à responsabilité limitée	144249	Valauchanrus Sopaneer S.C.A.	144246
Fare Development S.A. S.P.F.	144285	Valauchan Sopaneer International S.C.A.	144247
		Zordalys S.A., SPF	144245

Advance S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 55.546.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142591/10.

(140161909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Boldam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 78.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BOLDAM S.A.

Référence de publication: 2014142635/11.

(140161989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Semtex S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 61.738.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 9.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157076/1023/16.

Aspidistra International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 80.571.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157077/1023/17.

Sofires S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 44.290.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157075/1023/16.

Marowinia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.484.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157072/1023/17.

Arka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelange, 49, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 161.895.

Les associés de la société ARKA S.à r.l. sont convoqués pour le lundi 27 octobre 2014, à 10.00 heures, à L-3569 Dudelange, 44, rue Tattenberg pour la tenue d'une

ASSEMBLEE GENERALE

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31/12/2013 et affectation du résultat de l'exercice clos le 31/12/2013.
2. Décharge à donner aux gérants pour l'exercice de leur fonction pendant l'année 2013.
3. Démission du gérant.
4. Nomination d'un nouveau gérant.
5. Divers.

Chaque associé qui se fera représenter à l'Assemblée Générale du 27 octobre 2014, devra préalablement remettre au siège social de la société une procuration écrite et dûment signée, mentionnant le nom et les coordonnées complètes et actuelles de la personne qui le représentera lors de l'assemblée.

Nunes Da Assunção Arlindo Alberio

Gérant

Référence de publication: 2014153256/21.

BRE/Eschborn IV Manager S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 96.449.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142642/9.

(140162554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Blassan Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 81.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142633/10.

(140162650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Galor Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 28.343.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 28 octobre 2014 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 30 juin 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014156807/506/16.

Optimal Diversified Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 70.595.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de Optimal Diversified Portfolio, qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3 rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le 27 octobre 2014 à 11h00, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 juin 2014
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires (démission(s) et/ou nomination(s))

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014156875/755/19.

**Built Stone Properties S.A., Société Anonyme,
(anc. First Investments S.A.).**

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 105.256.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142646/11.

(140162319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Chephren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 92.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014142675/13.

(140162640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Basic Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 46.465.

The shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which is going to be held at the registered office on 27 October 2014 at 10.00 a.m., with the following agenda:

Agenda:

1. 1. Presentation and approval of the liquidator's report.
2. 2. Appointment of an auditor to liquidation.

This meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

The Liquidator

Référence de publication: 2014154152/534/14.

Zordalys S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 96.821.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 8.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157074/1023/16.

Compass Printing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 283.286,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142657/11.

(140162152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Constellation Coinvestment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 167.337.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142658/11.

(140162104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Valauchanrus Sopaneer S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 140.847.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 16.15 heures en l'étude de Me Hellinckx sise 101 rue Cents à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction de capital d'un montant de Euro 4.313.725 (quatre millions trois cent treize mille sept cent vingt-cinq euros) par annulation de 4.313.725 (quatre millions trois cent treize mille sept cent vingt-cinq) actions propres d'une valeur nominale de Euro 1 chacune. Le capital social est donc réduit de son montant de Euro 25.833.000 (vingt-cinq millions huit cent trente-trois mille) à Euro 21.519.275 (vingt et un millions cinq cent dix-neuf mille deux cent soixante-quinze) représenté par 21.519.275 (vingt et un millions cinq cent dix-neuf mille deux cent soixante-quinze) actions. Deux actions sont attribués aux actionnaires commandités, à raison d'une action par commandité, et sont non rachetables et 21.519.273 actions sont attribuées aux commanditaires.
2. Modification de l'alinéa 2 de l'article 13 qui aura désormais la teneur suivante : "Le Conseil de surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires."
3. Modification du premier alinéa de l'article 8 qui aura désormais la teneur suivante : "Période d'acquisition d'Actions Ordinaires:
Une fois par an, la Gérance aura la possibilité, sans en avoir l'obligation, de fixer une période (ci-après la " Période d'acquisition d'Actions Ordinaires ") pendant laquelle les Commanditaires auront la possibilité d'acquérir des Actions Ordinaires de la Société. Si la Gérance décide de fixer une période de souscription, les Commanditaires devront alors être informés par la Gérance de la date de commencement et de fin de la Période d'acquisition d'Actions Ordinaires par décision publiée par voie d'affichage dans les locaux des sociétés du groupe Auchan ".
4. Modification subséquente des statuts;

Les actionnaires sont avisés qu'un quorum de 50% des actions émises est requis pour délibérer sur les points de l'ordre du jour. Si le quorum n'était pas atteint, une 2e Assemblée portant sur ces points devra être convoquée. Les résolutions pour être valables devront réunir les 2 tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les Gérants-Commandités

Référence de publication: 2014157065/795/32.

Spice Industries Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 160.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143055/9.

(140162644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Poland Retail Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.771.

Les comptes consolidés au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142998/9.

(140162646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

P&P Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4984 Sanem, Z.I. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 179.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014142989/10.

(140162073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Valauchan Sopaneer International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 52.454.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 16.00 heures en l'étude de Me Hellinckx sise 101 rue Cents à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction de capital d'un montant de Euro 14.274.453 (quatorze millions deux cent soixante-quatorze mille quatre cent cinquante-trois) par annulation de 9.516.302 (neuf millions cinq cent seize mille trois cent deux) actions propres d'une valeur nominale de Euro 1,50 chacune. Le capital social est donc réduit de son montant de Euro 53.739.265,50 (cinquante-trois millions sept cent trente-neuf mille deux cent soixante-cinq euros et cinquante cents) à Euro 39.464.812,50 (trente-neuf millions quatre cent soixante-quatre mille huit cent douze euros et cinquante cents) représenté par 26.309.875 (vingt-six millions trois cent neuf mille huit cent soixante-quinze) actions. Quinze actions sont attribués aux actionnaires commandités, à raison de cinq actions par commandité, et sont non rachetables et 26.309.860 actions sont attribuées aux commanditaires.
2. Modification de l'alinéa 2 de l'article 13 qui aura désormais la teneur suivante : "Le Conseil de surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires."
3. Modification subséquente des statuts ;

Les actionnaires sont avisés qu'un quorum de 50% des actions émises est requis pour délibérer sur les points de l'ordre du jour. Si le quorum n'était pas atteint, une 2e Assemblée portant sur ces points devra être convoquée. Les résolutions pour être valables devront réunir les 2 tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les Gérants-Commandités

Référence de publication: 2014157064/795/26.

Advent Diamond (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 151.517.

Les Comptes annuels au 31 juillet 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 septembre 2014.
Référence de publication: 2014142562/10.
(140162529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Seaside Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Shco 88 S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.294.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Junglinster, le 3 septembre 2014.
Pour copie conforme
Référence de publication: 2014140516/11.
(140158856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Corpora Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 160.397.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour Corpora Investments S.A.
Un mandataire
Référence de publication: 2014142663/11.
(140162445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Haurora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 133.281.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société du 30 juin 2014 que:

- Monsieur Massimo SINIGAGLIA a été nommé Président du Conseil d'Administration.

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société du 1^{er} juillet 2014 que:

1. La démission de Monsieur Olivier LIEGEOIS de son poste d'administrateur a été acceptée.
2. Ont été réélus, et ce jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2018:
 - Monsieur Patrick MOINET, en tant qu'administrateur;
 - Monsieur Massimo SINIGAGLIA, en tant qu'administrateur et Président du Conseil d'Administration; et
 - La société Réviconsult S.à r.l., en tant que commissaire.
3. Madame Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz (France), demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommée administrateur. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour extrait conforme
Luxembourg, le 8 septembre 2014.
Référence de publication: 2014140291/22.
(140159296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

CAP-International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 177.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142667/10.

(140161983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

C5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 171.283.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014142696/13.

(140162089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Etoile Promotions "E", société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 60.543.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014142770/14.

(140162203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Cudi S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 20, rue de Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 161.005.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 12/09/2014.

Pour la société

C.F.N GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014142692/17.

(140161970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Microventures Finance Group S.A., Société Anonyme,
(anc. MicroVentures S.A.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 143.388.

This ninth day of October two thousand fourteen before me, Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of:

MicroVentures Finance Group S.A., a public limited company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143388, incorporated pursuant to a deed executed before Martine Schaeffer, notary in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 5 December 2008, published in the Official Journal of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, No. 3036 of 30 December 2008, the articles of association of which have been amended most recently pursuant to a deed executed before Martine Schaeffer, aforementioned notary, on 30 May 2013, published in the Mémorial C, No. 1761 of 23 July 2013 (the "Company").

The meeting was chaired by Aldo Schuurman, attorney at law, with professional address at the office of Van Campen Liem Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, and Eleni Kokkinou, attorney at law, with professional address at the office of Van Campen Liem Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, was appointed as secretary and scrutineer.

The members of the scrutiny committee of the meeting are personally known to me, notary. The proxies to such persons, as well as the attendance list specifying the names of the shareholders represented and the number of shares held by each of them, are initialled *ne varietur* by the members of the scrutiny committee and by me, notary, and are annexed hereto.

The persons appearing, acting as scrutiny committee of the meeting, established that:

- all of the shares in the share capital of the Company are in registered form;
 - notice of the meeting was sent to the shareholders of the Company, in the manner required by law and the articles of association of the Company, that is by registered mail, on 24 September 2014; and
 - sixty-eight (68) shareholders, holding nineteen million two hundred and seventy two thousand one hundred thirty-eight (19.272.138) shares, representing seventy-seven and seventy-five hundredths percent (77,75 %) of the share capital (disregarding shares that are held in treasury by the Company), are present or represented at the meeting,
- and declared the meeting properly constituted for the transaction of business.

The members of the scrutiny committee of the meeting declared and requested me, the undersigned notary, to record the following:

Introduction

The chair of the meeting presented a merger proposal drawn up by the boards of directors of the Company and CreditAccess Asia N.V., formerly known as: MicroVentures Asia B.V., a company under the laws of the Netherlands, having its corporate seat and office at Mauritskade 55 1C, 1092 AD Amsterdam, Netherlands, registered in the Netherlands Commercial Register under number 60281758 (the "Dutch Company"), published in the Mémorial C, No. 2404 of 8 September 2014 (the "Merger Proposal").

Following the reading of the proposal, the chair invited questions and comments and, there being none, the chair stated that it was now in order to proceed with the adoption of resolutions as per the following agenda (as stated in the convening notice):

1. Call to order (including election of chair, secretary and vote scrutineer)
2. Roll call (including acceptance of apologies for absence)
3. Cross-border merger of the Company and CreditAccess Asia N.V. (formerly known as: MicroVentures Asia B.V.)
4. Discharge of directors
5. Acknowledgment of the new composition of the board of directors
6. Compensation policy for directors
7. Any other business
8. Close of meeting

Resolutions

The general meeting unanimously resolved:

1. to approve the Merger Proposal and the merger contemplated thereby and to merge the Company and the Dutch Company in accordance with the Merger Proposal so that the Company ceases to exist and all of its assets and liabilities are transmitted to the Dutch Company by universal title by operation of law;

2. to grant discharge to every director of the Company for the execution of his office and his management of the Company up until and including the date of the meeting;

3. to acknowledge that (a) with effect as of the merger, the board of directors of the Dutch Company resulting, by operation of law, from the approval of the Merger Proposal, will be composed as follows: Paolo Brichetti as Chief Executive Officer, Diederik Legger and Wim Nienhuis as Executive Directors and Koen Slobbe as Chairman and Roberto Grassi, Francesco Moccagatta, Marina Pittini, Evert Ludding and Giovanni Siccario as Non-Executive Directors, and (b) the aforementioned board of directors will automatically leave office at the forthcoming general meeting of the Dutch Company and that a new appointment procedure will be followed at such time; and

4. to approve the compensation policy of the board of directors of the Dutch Company in the form made available to the shareholders of the Company as an annex to the convening notice of this meeting.

Attestation

I, the undersigned notary, attest to the existence and the validity of the Merger Proposal and to the proper completion of the pre-merger legal acts and formalities required of the Company.

I, the undersigned notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the persons appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Luxembourg on the date first above stated.

After the deed was read to the persons appearing, the persons appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le neuf octobre par-devant moi, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée général extraordinaire de:

MicroVentures Finance Group S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 143388, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 5 décembre 2008, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, n° 3036 du 30 décembre 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, préqualifiée, le 30 mai 2013, publié au Mémorial C, n° 1761 du 23 juillet 2013 (la «Société»).

L'assemblée a été présidée par Maître Aldo Schuurman, avocat, ayant son adresse professionnelle au cabinet Van Campen Liem Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, et Maître Eleni Kokkinou, avocat, ayant son adresse professionnelle au cabinet Van Campen Liem Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, a été nommée secrétaire et scrutateur.

Les membres du bureau de l'assemblée sont connus personnellement de moi, notaire.

Les procurations données aux membres du bureau de l'assemblée ainsi que la liste de présence mentionnant les actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont paraphées ne varietur par les membres du bureau et par moi, notaire, et sont annexées aux présentes.

Les comparants, agissant comme bureau de l'assemblée, ont constaté que:

- toutes les actions dans le capital social de la Société sont nominatives;
- la convocation de l'assemblée a été envoyée de la manière prévue par la loi et par les statuts de la Société, c'est-à-dire par lettre recommandée aux actionnaires de celle-ci, le 24 septembre 2014;
- soixante-huit (68) actionnaires détenant dix-neuf millions deux cent soixante-douze mille cent trente-huit (19.272.138) actions, qui représentent soixante-dix-sept et soixante-quinze pourcent (77,75 %) du capital social (sans tenir compte des actions auto-détenues par la Société), sont présents ou représentés à l'assemblée,

et ont déclaré l'assemblée dûment constituée pour l'examen des questions.

Les membres du bureau de l'assemblée ont déclaré et m'ont requis, le notaire soussigné, d'acter ce qui suit:

Introduction

Le président de l'assemblée présente un projet de fusion établi par les conseils d'administration de la Société et CreditAccess Asia N.V., anciennement dénommée: MicroVentures Asia B.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège statutaire et social au Mauritskade 55 1 C, 1092 AD Amsterdam, Pays-Bas, inscrite au Registre de commerce des

Pays-Bas sous le numéro 60281758 (la «Société Néerlandaise»), publié au Mémorial C, n° 2404 du 8 septembre 2014 (le «Projet de Fusion»).

Suite à la lecture du Projet de Fusion, le président de l'assemblée invite l'assistance à poser des questions et à faire des observations et, en l'absence de questions et d'observations, le président de l'assemblée déclare que le moment est venu de procéder à l'adoption de résolutions, selon l'ordre du jour suivant (tel que figurant dans la convocation):

1. Ouverture de la séance (y compris élection du président, du secrétaire et du scrutateur)
2. Appel nominal (y compris acceptation d'excuses en cas d'absence)
3. Fusion transfrontalière de la Société et CreditAccess Asia N.V. (anciennement dénommée: MicroVentures Asia B.V.)
4. Décharge des administrateurs
5. Reconnaissance de la nouvelle composition du conseil d'administration
6. Politique de rémunération pour les administrateurs
7. Divers
8. Clôture de l'assemblée

Résolutions

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité:

1. d'approuver le Projet de Fusion et la fusion envisagée par celui-ci et de fusionner la Société et la Société Néerlandaise conformément au Projet de Fusion, afin que la Société cesse d'exister et l'ensemble de son patrimoine actif et passif soient transmis à la Société Néerlandaise à titre universel et de plein droit;
2. d'accorder décharge à tout administrateur de la Société de l'exercice de ses fonctions et de sa gestion de la Société jusqu'à la date de l'assemblée, inclusivement;
3. de reconnaître que (a) avec effet à la fusion, le conseil d'administration de la Société Néerlandaise, qui résulte de plein droit de l'approbation du Projet de Fusion, se composera comme suit: Paolo Brichetti en tant que Président-Directeur Général, Diederik Legger et Wim Nienhuis en tant que Administrateurs Exécutifs et Koen Slobbe en tant que Président et Roberto Grassi, Francesco Moccagatta, Marina Pittini, Evert Ludding et Giovanni Siccardo comme Administrateurs Non Exécutifs, et (b) ledit conseil d'administration quittera automatiquement ses fonctions à la prochaine assemblée générale de la Société Néerlandaise et qu'une nouvelle procédure de nomination sera suivie à ce moment-là; et
4. d'approuver la politique de rémunération du conseil d'administration de la Société Néerlandaise sous la forme mise à la disposition des actionnaires de la Société en tant qu'annexe jointe à la convocation de la présente assemblée.

Attestation

Moi, notaire soussigné, j'atteste l'existence et la légalité du Projet de Fusion et l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion incombant à la Société.

Moi, notaire soussigné ayant connaissance de la langue anglaise, je déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande des comparants, ceux-ci, agissant comme indiqué ci-avant, ont stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite aux comparants, ceux-ci ont déclaré qu'ils comprennent la portée et les conséquences et ont ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: Schuurman, Kokkinou, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 13 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13842. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014160968/153.

(140182685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Avus Llorens S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 139.329.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142588/9.

(140162389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Apolis Sicav-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 190.937.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of September.

Before Maître Francis Kessler, notary residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

- Achilleas Kontogouris, born on 27 January 1960 in Thessaloniki, Greece having his professional address at 15, Karneadou str., 10675 Athens, Greece.

here represented by Mrs Sophie HENRYON, employee, having his professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, on 16 September 2014 (the "Party").

The above mentioned proxy, being initialed ne varietur by the Party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Party has, in the capacity of which it acts, requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles of Association") of a public limited company ("société anonyme"), the incorporation of which was approved by the Party.

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company (the "Company") in the form of a public limited company ("société anonyme"), formed as an investment company with variable capital ("SICAV") and specialized investment fund ("Specialized Investment Fund"), governed by the Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the "1915 Law") and the law of 13 February 2007 on Specialized Investment Funds, as amended (the "2007 Law").

Art. 2. Name. The Company's name is APOLIS SICAV-SIF.

Art. 3. Purpose. The Company's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority's (the "CSSF") circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company's private placement memorandum (the "Private Placement Memorandum").

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders (the "Shareholders").

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the board of directors of the Company (the "Board of Directors") may decide to transfer the Registered Office within the municipality by a resolution of the Board of Directors. The Board of Directors shall further have the right to set up branches, offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board of Directors determines that extraordinary political, economical or social developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at the Registered Office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its Registered Office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of Shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholders or members of the Board of Directors (each a "Director").

Art. 6. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000) divided into thirty-one (31) fully paid-up Company shares (the “Shares”), with no par value.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a Specialized Investment Fund by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) as required by the 2007 Law (the “Minimum Capital”).

The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined in accordance with article twelve (12) hereafter.

Art. 7. The sub-funds and classes of Shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds. Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Private Placement Memorandum. The Board of Directors may decide to create at any time additional sub-funds or to close an existing sub-fund.

The Board of Directors may decide to issue, within each sub-fund, separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Private Placement Memorandum. The Board of Directors may create at any time additional classes or close an existing class. Series of class may be issued as further specified in the Private Placement Memorandum.

Art. 8. Shares’ form / Shareholder register. Shares will only be issued in registered form. All issued Shares shall be registered in the Shareholder register. Such register shall contain the name and address of each Shareholder, the number of Shares held by it and, if applicable, their date of transfer.

The Company will recognize only one holder in respect of each Share. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

The registration of the Shareholder’s name in the register of Shares evidences its right of ownership over such registered Shares. The Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. The Shareholder may, at any time, change its address as entered in the Shareholder register by means of a written notification to the Company at its Registered Office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of Shares may be issued, up to two (2) decimal places.

Art. 9. Shareholders. The holding of Shares is exclusively restricted to well-informed investors as defined in the 2007 Law (the “Well-Informed Investors”).

The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no Shares are acquired or held by:

(a) any person in breach of these Articles of Association, the Private Placement Memorandum, the law or requirement of any country or governmental authority, or

(b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

For such purposes the Board of Directors may at its discretion and without liability:

a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Share being held by a person who is precluded from holding Shares;

b) at any time require any person whose name is entered in the Shareholder register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such Shares rests or will rest in a person who is precluded from holding Shares; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares is a legal or beneficial owner of Shares or holds Shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares at any meeting of Shareholders.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of Shares by any “US person”, meaning a citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction.

Art. 10. Issue of Shares. Shares shall be issued during the initial and subsequent subscription period as further described in the Private Placement Memorandum.

Following the initial subscription period, Shares shall in principle be issued at their respective net asset value unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum (e.g in case of issue of series of Shares). In particular, the

Board of Directors may decide to issue Shares at a certain amount (e.g. for the purposes of performance fee calculation) which would be disclosed in the Private Placement Memorandum.

The Board of Directors may also decide that a subscription fee has to be paid as indicated in the Private Placement Memorandum.

All Shares will be allotted immediately upon acceptance by the Board of Directors of each subscription and payment must be received by the Company within the period of time indicated in the Private Placement Memorandum and if payment is not received, the relevant allotment of Shares may be cancelled at the risk and cost of the Shareholder. Payments should be made as indicated in the Private Placement Memorandum.

Payments in kind may be made and are subject to prior approval of the Board of Directors. Any payment in kind shall be subject, if necessary, to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the contribution in kind, the costs of which shall be borne by the relevant Shareholder.

The Board of Directors reserves the right to accept or refuse any application of subscription for Shares in whole or in part, in which case a notice of rejection will be mailed to the applicant and the subscription amount re-transferred as indicated in the Private Placement Memorandum.

The issue of Shares of any sub-fund shall be suspended on any occasion when the calculation of the net asset value thereof is suspended.

Art. 11. Transfer and conversion of Shares. A Shareholder may transfer Shares to the existing Shareholders or to any third party solely with the prior written approval of the Board of Directors, and the Board of Directors may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer.

No transfer of all or any part of any Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if:

a) the transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg, the US or any other jurisdiction (including, without limitation, the United States Securities Act of 1933, any securities laws of the individual states of the United States) or subject the Company or any sub-fund to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

b) the transfer would result in a violation of any term or condition of the Articles of Association or Private Placement Memorandum;

c) the transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the US Investment Company Act; and;

It shall be a condition of any transfers that:

a) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is a Well-Informed Investor, and that the proposed transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it;

b) the transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company.

The Shareholder wishing to transfer its Shares will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Unless otherwise provided for within the Private Placement Memorandum, Shares of a sub-fund may not be converted for Shares in another sub-fund at the request of the Shareholders.

Art. 12. Net asset value. The net asset value of the Company shall be determined as often as the Board of Directors may think useful, but in no event less than once a year. The frequency and way of calculation of the net asset value calculation are further described in the Private Placement Memorandum.

The net asset value will be expressed in Euro and shall be determined by the Board of Directors on the basis of the fair valuation of the underlying assets of the Company as provided by the Board of Directors on each valuation date by aggregating the value of all assets of the Company and deducting all liabilities of the Company.

Art. 13. Suspension. The Board of Directors may temporarily suspend the calculation of the net asset value:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such sub-fund(s) from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company or such sub-fund quoted thereon; or

b) during the existence of any political, economic, military or monetary state of affairs including (without limitation) delays in settlement or registration of securities transactions, which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company or any sub-fund(s) would be impracticable or would materially prejudice to the interests of the holders of Shares or would, in the opinion of the Board of Directors, prevent a fair price for the assets of the Company being calculated; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such sub-fund or the current price or value on any market or stock exchange may not be determined as rapidly and/or as accurately as required; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate monies for the purposes of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realization or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal prices or normal rates of exchange, or is rendered impracticable; or

e) during any period when the Board of Directors in its sole discretion determines that it is undesirable or impracticable for the Company to value some or all of its assets or when the Board of Directors determines in good faith that such suspension or extension is in the best interests of the Company; or

f) during any period when the Company is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its sub-funds) is proposed; or

g) when for any other reasons the prices of any investments owned by the Company or any subfund(s) cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund and/or class shall have no effect on the determination of the net asset value per Share of the relevant class or on the issue, redemption and conversion of Shares of any class and/or sub-fund that is not suspended.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board of Directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

The suspension period should in principle not exceed three (3) months otherwise the Board of Directors may decide either to redeem Shares or to liquidate the Company at the best interests of the Shareholders.

Art. 14. Shares' redemption. The Company is an open-ended Specialized Investment Fund. However, the Board of Directors may decide, depending on the investment strategy and objectives of each sub-fund to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the Private Placement Memorandum for each sub-fund.

The Board of Directors may also decide that a redemption fee has to be paid as indicated in the Private Placement Memorandum.

Shareholders wishing to have all or any of their Shares redeemed (where possible) at the redemption price on a valuation date, should deliver to the registered office of the Company or the office of the central administration and paying agent before the relevant cut-off time indicated in the Private Placement Memorandum, the written request for redemption in the prescribed form duly signed. Redemptions received before that cut-off time will be dealt with on the basis of the relevant net asset value established on the relevant valuation date. Redemption requests received after that cut-off time will be dealt with on the basis of the net asset value of the next valuation date. In all cases, the decision to redeem Shares shall be irrevocable, except under exceptional circumstances and subject to the prior approval of the Board of Directors and of the concerned Shareholder.

The payment of the redemption price may be made in cash or consideration in kind at the Board of Directors' request, subject however to the prior approval of the concerned Shareholders. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other Shareholders of the Company. Any redemption for consideration in kind shall be subject, if necessary, to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company and of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

Any redemption request which would reduce the value of a Shareholder's holding below the minimum holding amount as stipulated in the Private Placement Memorandum may be treated, at the discretion of the Board of Directors, as a request for the redemption of the Shareholder's entire holding. However, Shareholders will not be required to redeem their entire holding if the value of that holding has declined to less than the minimum holding amount as a result of a decline in the net asset value per Share of the relevant class and series.

All redeemed Shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

If, following redemption requests, it is necessary on a given valuation date to redeem more than the percentage indicated in the Private Placement Memorandum of the Shares of any given sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of redemptions within that sub-fund be deferred until the next valuation date. When the net asset value is next calculated, redemption applications that have been deferred will have priority over redemption applications received for that particular valuation date.

The Board of Directors may decide to compulsorily redeem Shares wholly or in part in the following circumstances:

a) The Shares are held by Shareholders not authorized to buy or own Shares in the Company, e.g. a Shareholder that no longer qualifies as Well-Informed Investors or such Shareholder (or an affiliate of the same) that becomes a US person as referred to in the Private Placement Memorandum;

b) In the event that a Shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;

c) In case of liquidation or merger of sub-funds or classes of Shares;

d) If Shareholders transfer Shares to other entities without the Board of Directors' knowledge, e.g. heritage, pledge;

e) In all other circumstances as the Board of Directors may deem appropriate if in the interest of the Company.

Redemption prices shall be calculated according to the principles laid down in the Private Placement Memorandum. Except in the case c) above, the Board of Directors may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

The payment of the redemption price may be made in cash or consideration in kind at the Board of Directors' request, subject however to the prior approval of the concerned Shareholders. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other Shareholders. Any redemption for consideration in kind shall be subject, if necessary, to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company and of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

All redeemed Shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 15. Board of Directors. The Company will be managed by the Board of Directors, composed of not less than three (3) Directors. The Directors need not be Shareholders.

The Directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successor are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority of vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the Shareholders.

Art. 16. Chairman. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the "Chairman") and may choose from among its members one or more vice-chairmen (each a "Vice-Chairman"). It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of Shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the Shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of Shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint any officer or agent of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or Shareholders. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles of Association, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by e-mail, telefax or any other similar or electronic communication means from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or by e-mail, telefax or any other similar or electronic communication means.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote is confirmed in writing or by e-mail, telefax or any other similar or electronic communication means. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting, the Chairman having a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by facsimile or any other similar or electronic communication means. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary.

Art. 18. Power. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the Articles of Association to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 19. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may further decide to create either at the level of the Company or for a specific sub-fund any committee the members of which need not be Directors. The Board shall organize such committee functioning and determine the powers of their members as further described in the Private Placement Memorandum.

Art. 20. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers or agent or daily manager or employee of the Company is interested in, or is a director, associate, officer, agent, daily manager or employee of such other company or firm. Any Director, officer, agent, daily manager or employee of the Company who serves as a director, officer, agent, daily manager or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director, officer, agent, daily manager or employee of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director, officer, agent, daily manager or employee shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's, officer's, agent's, daily manager's or employee's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 21. Signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorized Director or officer, or agent or daily manager of the Company or by the individual signature of the Chairman or any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 22. Indemnification. The Company will indemnify, out of its assets only, the managers, officers, employees and agents of the Company, the Board of Directors and any appointed investment manager (the "Investment Manager") for any claims, damages and liabilities to which they may become subject because of their status as managers, officers, employees or agents of the Company, the Board of Directors, or the Investment Manager, or by reason of any actions taken or omitted to be taken by them in connection with the Company. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which they may be entitled.

No indemnity shall be provided to the managers, officers, employees and agents of the Company, the Board of Directors and the Investment Manager for losses sustained (a) by reason of willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of their office; (b) where they shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that their action was in the best interests of the Company; and/or (c) in the event of a settlement, unless there has been a suitable determination that such manager, officer, employee, agent of the Company, the Board of Directors or the Investment Manager did not engage in willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office.

Art. 23. General meetings of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If all Shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. It may also be called upon the written request of Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Shares.

Upon request of Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Shares, one or more new items shall be added to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such demand shall be addressed to the Registered Office by registered mail at least five (5) days before such meeting.

The annual general meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the Registered Office or elsewhere as may be specified in the notice of meeting at 2 p.m. (Luxembourg time) on the last Monday of May each year. The first annual general meeting of Shareholders shall be held on Monday 07 March 2016.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the next banking day.

Other meetings of Shareholders, including meetings of Shareholders of one specific sub-fund or class of shares, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the general meetings of Shareholders unless otherwise provided herein.

Any Shareholder may participate in a general meeting of Shareholders by video conference, or by conference call or similar means of communication equipment which enables his/her identification and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any general meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a proxy to another person in writing or by facsimile transmission or any other similar or electronic communication means, who need not be a Shareholder and who may be a Director.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles of Association, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds (2/3) of the votes validly cast.

Art. 24. Financial Year. The Company's financial year begins on 1st January and closes on 31st December of the same year. The first financial year of the Company shall begin on the date of its incorporation and end on 31 December 2015.

Art. 25. Accounts. Each year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of Shareholders upon proposal of the Board of Directors. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 26. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a "réviseur d'entreprises agréé" who shall be appointed by the Shareholders. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 27. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its Shares upon decision by the Board of Directors in accordance with the Private Placement Memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such distribution the net asset value of the Company would fall below the Minimum Capital.

Dividends not claimed within six (6) years of their due date will lapse and revert to Company.

Art. 28. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law. The depositary shall assume towards the Company and the Shareholders the responsibilities set out the depositary agreement, the 2007 Law and any other applicable law.

In the event of termination of the depositary agreement or the resignation of the depositary, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a financial institution to act as depositary and upon doing so the Board of Directors shall appoint such financial institution to be depositary in place of the former depositary.

Art. 29 Other contractual parties. The Company may enter into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into investment management agreements with one or more fund managers. In addition the Company may enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, registrar and transfer agent.

Art. 30. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities) named pursuant to a general meeting of Shareholders effecting such dissolution, in accordance with and subject to the provisions of the 1915 Law, and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the Shareholders of the relevant class in proportion to their holding of such Shares in such sub-fund or class, and whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's Share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds (2/3) of the Minimum Capital, the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting of Shareholders for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's Share capital falls below one quarter (1/4) of the Minimum Capital, the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting of Shareholders for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the Shareholders owning one quarter (1/4) of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty (40) days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter (1/4) of the Minimum Capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting of Shareholders.

The resolutions of the general meeting of Shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Mémorial and in two (2) newspapers with sufficiently wide circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

The amounts that have not been claimed by the Shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation shall be held by the Company's depositary for a period not exceeding six (6) months as of such date. After this period, the assets shall be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg.

Art. 31. Termination, liquidation and merger of sub-funds or classes of shares. The Board of Directors may decide to close one or more classes or sub-funds if the net asset value of a sub-fund or of a class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund, or such class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or class concerned would justify such liquidation or if necessary in the interest of the Shareholders.

In such event, the assets of the sub-fund or class will be realized, the liabilities discharged and the net proceeds distributed to Shareholders in proportion to their holding of Shares in that sub-fund or class. Notice of the termination of the sub-fund or class will be given in writing to the Shareholders and/or will be published in a Luxembourg newspaper or elsewhere, if required by law.

The amounts that have not been claimed by the Shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be held by the Company's depositary for a period not exceeding six (6) months as of such date. After this period, the assets shall be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg.

Unless otherwise decided in the interest of, or in order to ensure equal treatment of Shareholders, the Shareholders of the relevant sub-fund or class of Shares may continue to request the redemption or the conversion of their shares, free of any redemption and conversion charges (except disinvestment costs) prior the effective date of the liquidation. Such redemption or conversion will then be executed by taking into account the liquidation costs and expenses related thereto.

A sub-fund or class may be merged with another sub-fund or class of another sub-fund by decision of the Board of Directors if for any reason the value of the total net assets in any sub-fund or the net assets value of any class of Shares within a sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund, or such class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or class concerned would justify such merger or if necessary in the interests of the Shareholders or the Company. Notice of the merger will be given in writing to Shareholders at least one (1) month before the entry into effect of such merger.

Art. 32. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 33. Definitions and Interpretation. References to articles are to the articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the Board of Directors, agents, etc, includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

Transitional measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on 31st December 2015.

The first annual general meeting shall be held on Monday 07 March 2016.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) and has been subscribed as follows:

Mr Achilleas Kontogouris: thirty-one (31) shares.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to EUR 3,000.-. The costs will be amortized on a period not exceeding the five first accounting years.

General meeting of the sole Shareholder

The above-named person, representing the entire subscribed capital has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolutions:

First resolution:

The following persons are elected as member of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

- Achilleas Kontogouris, born on 27 January 1960 in Thessaloniki, Greece having his professional address at 15, Karneadou str., 10675 Athens, Greece.
- George Liaskas, born on 24 January 1962 in Athens, Greece having his professional address at 15, Karneadou str., 10675 Athens, Greece;
- Christophe Langue, born on 19 March 1969 in Arlon, Belgium having his professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

Second resolution:

The Registered Office is set at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Third resolution:

Has been elected as approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

PricewaterhouseCoopers, Société cooperative

B.P. 1443

400, route d'Esch

L-1014 Luxembourg

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English only.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Henryon, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 18 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12554. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014159500/496.

(140181506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

**Ludo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Ludo S.A.).**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 9, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 80.935.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eight day of October,
before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of LUDO S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 80935, incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on February 13, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 847 on October 5, 2001 (the Company). The articles of association of the Company have been amended since and the last time on December 21, 2001 pursuant to a deed enacted by Maître Gérard Lecuit, above mentioned, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 727 on May 3, 2002.

The Meeting is chaired by Ms. Claudia Rouckert, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The chairman appointed as secretary, Mrs. Brigitte Martin, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The Meeting elected as scrutineer, Mrs. Maria Santiago De Sousa, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Board of the Meeting.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and request the notary to record that:

I The shareholders of the Company (the Shareholders) present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list. Such list and proxies, signed ne varietur by the Board of the Meeting and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II As appears from the attendance list, that all the one hundred thousand three hundred and ten shares, representing the entire share capital of the Company are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly deliberate and decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed;

III The agenda of the Meeting is as follows:

1. waiver of the convening notices;
2. change of the Company's legal form from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);
3. subsequent amendment and full restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the above changes;
4. dismissal of the directors of the Company under SA form; appointment of the same as managers of the Company for an undetermined period;
5. dismissal of the commissaire aux comptes of the Company;
6. amendment of the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above resolutions in the register of shareholders of the Company; and
7. miscellaneous.

IV Now, therefore, the Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company considering themselves duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to change the legal form of the Company without discontinuance from its current legal form as a public limited liability company (société anonyme) to change into a private limited liability company (société à responsabilité limitée). It furthermore decides to change the denomination into LUDO S.à r.l., the share capital and purpose of the Company remaining unchanged.

As a result of the said transformation of the legal form of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), the one hundred thousand three hundred and ten (100,310) shares (actions) shall be exchanged against the same number of new shares (parts sociales).

Third resolution

As a consequence of the above resolutions, the Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth be reworded as follows:

I. “Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “LUDO S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.2 The corporation may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

3.3 In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital is set at ten million and thirty-one thousand euro (EUR 10,031,000.-), represented by one hundred thousand three hundred and ten (100,310) shares, with a par value of one hundred euro (EUR 100) each all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3 A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4 The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1 The Company is managed by the Board, appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board.

8.1 Powers of the Board

8.1.1 All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

8.1.2 Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2 Procedure

8.2.1 The Board meets upon the request of any manager, at the registered office of the Company or at the place indicated in the convening notice, which in principle, is in Luxembourg.

8.2.2 Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

8.2.3 No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

8.2.4 A manager may grant a power of attorney to any other manager in order to be represented at any meeting of the Board.

8.2.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

8.2.6 Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

8.2.7 Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3 Representation

8.3.1 The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers.

8.3.2 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2 The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1 Powers and voting rights

11.1.1 Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

11.1.2 Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

11.1.3 Each share entitles to one (1) vote.

11.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

11.2.1 The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

11.2.2 Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

11.2.3 General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

11.2.4 If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

11.2.5 A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

11.2.6 Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

11.2.7 The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

11.2.8 Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1 The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3 Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2 The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2 The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17. General Provisions.

17.1 Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Fourth resolution

The Meeting resolves to dismiss, at the date hereof, the directors of the Company, and to grant them discharge for the performance of their duties. The Meeting further resolves to appoint the same as managers to the Company for an unlimited period of time, being:

1. Daniel GALHANO, born on July 13, 1976 in Moyeuvre-Grande, France, residing professionally at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
2. Miuccia PRADA BIANCHI, born on May 10, 1949 in Milan, Italy, residing at 93, Corso di porta Romana, I-20122 Milan, Italy;
3. Paolo BESIO, born on July 29 1962 in Genova (Italy), residing professionally at residing at 9, Corso Plebisciti, I-20129 Milan, Italy;

Fifth resolution

The Meeting resolves to dismiss, at the date hereof, the “commissaire aux comptes” of the Company, and to grant him discharge for the performance of its duties.

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above resolutions in the register of shareholders of the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huitième jour du mois d'octobre,

par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de LUDO S.A., une société anonyme constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80935, constituée suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 février 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 847, en date du 5 octobre 2001 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés depuis et pour la dernière fois le 21 décembre 2001, suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, susmentionné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 727, en date du 3 mai 2002.

L'Assemblée est présidée par Mlle Claudia Rouckert, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le président nomme comme secrétaire Mme. Brigitte Martin, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Mme. Maria Santiago De Sousa, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement désignés comme le Bureau.

Le Bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société (les Actionnaires) présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Ladite liste de présence et les procurations, signées ne varietur par le Bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant resteront annexées au présent procès-verbal.

II. Comme il ressort de la liste de présence, que toutes les cent mille trois cent dix actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer et décider sur tous les points de l'ordre du jour qui a été au préalable communiqué aux participants,

III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. changement de la forme juridique de la Société d'une société anonyme en société à responsabilité limitée;
3. modification subséquente et refonte complète des statuts de la Société afin de refléter les changements ci-dessus;
4. révocation des administrateurs de la Société sous la forme d'une S.A., et nomination de ces derniers en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée;
5. révocation du commissaire aux comptes de la Société;
6. modification des livres et registres de la Société afin de refléter les changements ci-dessus, avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, à l'effet de procéder, au nom de la Société, à l'inscription des résolutions ci-dessus dans le registre des associés de la Société, et
7. divers.

IV En conséquence, l'Assemblée a requis le notaire instrumentant de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer la forme juridique de la Société, sans interruption de sa personnalité juridique, de société anonyme en société à responsabilité limitée. Elle décide en outre, de changer la dénomination sociale de la Société en LUDO S.à r.l., le capital social et l'objet social demeurant inchangés.

En conséquence de ladite transformation de la forme juridique de la Société en société à responsabilité limitée, cent mille trois cent dix (100.310) actions sont échangées en un nombre identique de parts sociales.

Troisième résolution

En conséquences des résolutions ci-dessus, l'Assemblée décide de la refonte complète des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

«I. - Dénomination - Siège Social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «LUDO S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.2. La Société a en outre pour objet toutes les opérations sa rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.3. Elle pourra en outre employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à dix millions trente et un mille euros (EUR 10.031.000,-), représenté par cent mille trois cent dix (100.310) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation**Art. 7. Nomination et révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par le Conseil dont les membres sont nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil.**8.1. Pouvoirs du Conseil**

8.1.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

8.1.2 Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents.

8.2. Procédure

8.2.1 Le Conseil se réunit sur convocation de tout gérant, au siège social de la Société ou au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

8.2.2 Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

8.2.3 Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

8.2.4 Un gérant peut donner une procuration à tout autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

8.2.5 Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

8.2.6 Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

8.2.7 Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

8.3.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

8.3.2 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence audit gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

11.1.1 Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

11.1.2 Lorsque les résolutions des associés sont adoptées aux moyens de Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est envoyé aux associés conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et contraignantes comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

11.1.3. Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

11.2.1 Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

11.2.2 Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

11.2.3 Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

11.2.4 Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

11.2.5 Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

11.2.6 Les décisions des Assemblées Générales ou prises par voie de Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou la première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consulté une deuxième fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

11.2.7 Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

11.2.8 Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés est considérée, selon le cas, comme une référence audit associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat qui ne peut excéder six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) le associés doivent décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés;

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération.

Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17. Dispositions générales.

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de révoquer, à compter de la date des présentes, les administrateurs de la Société et de leur accorder décharge pour l'exercice de leurs fonctions. L'Assemblée décide ensuite de nommer ces derniers en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée, à savoir:

1. Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande, France, résidant professionnellement au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

2. Miuccia PRADA BIANCHI, née le 10 mai 1949 à Milan, Italie, résidant au 93, Corso di porta Romana, I - 20122 Milan, Italie; et

3. Paolo BESIO, né le 29 juillet 1962 à Genova (Italie) résidant professionnellement au 9, Corso Plebisciti, I - 20129 Milan, Italie.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de révoquer, à la date des présentes, le commissaire aux comptes de la Société et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier les livres et registres de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des résolutions ci-dessus, dans le registre des associés de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux parties comparantes, elles ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Rouckert, Martin, Santiago de Sousa, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 10 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13798. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160400/533.

(140182071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

**PA BE 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. PA BE 1 S.A.).**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 9, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 48.327.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eight day of October,
before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of PA BE 1 S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 48327, incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on July 29, 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 469 on November 19, 1994 (the Company). The articles of association of the Company have been amended since and the last time on August 31, 2010 pursuant to a deed enacted by Maître Gérard Lecuit, above mentioned, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1922 on September 17, 2010.

The Meeting is chaired by Ms. Claudia Rouckert, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The chairman appointed as secretary, Mrs. Brigitte Martin, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The Meeting elected as scrutineer, Mrs. Maria Santiago De Sousa, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Board of the Meeting.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and request the notary to record that:

I The shareholders of the Company (the Shareholders) present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list. Such list and proxies, signed ne varietur by the Board of the Meeting and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II As appears from the attendance list, that all the forty-three thousand two hundred shares, representing the entire share capital of the Company are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly deliberate and decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed;

III The agenda of the Meeting is as follows:

1. waiver of the convening notices;
2. change of the Company's legal form from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);
3. subsequent amendment and full restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the above changes;
4. dismissal of the directors of the Company under SA form; appointment of the same as managers of the Company for an undetermined period;
5. dismissal of the commissaire aux comptes of the Company
6. amendment of the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above resolutions in the register of shareholders of the Company; and
7. miscellaneous.

IV Now, therefore, the Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company considering themselves duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to change the legal form of the Company without discontinuance from its current legal form as a public limited liability company (société anonyme) to change into a private limited liability company (société à responsabilité limitée). It furthermore decides to change the denomination into PA BE 1 S.à r.l., the share capital and purpose of the Company remaining unchanged.

As a result of the said transformation of the legal form of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), the forty-three thousand two hundred (43,200) shares (actions) shall be exchanged against the same number of new shares (parts sociales).

Third resolution

As a consequence of the above resolutions, the Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth be reworded as follows:

I. “Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “PA BE 1 S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.2 The corporation may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

3.3 In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital is set at one hundred seventy-four thousand seven hundred twenty-five euro (EUR 174,725.-), represented by forty-three thousand two hundred (43,200) shares, without par value, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3 A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4 The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1 The Company is managed by the Board, appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board.

8.1 Powers of the Board

8.1.1 All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

8.1.2 Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2 Procedure

8.2.1 The Board meets upon the request of any manager, at the registered office of the Company or at the place indicated in the convening notice, which in principle, is in Luxembourg.

8.2.2 Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

8.2.3 No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

8.2.4 A manager may grant a power of attorney to any other manager in order to be represented at any meeting of the Board.

8.2.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

8.2.6 Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

8.2.7 Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3 Representation

8.3.1 The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers.

8.3.2 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2 The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1 Powers and voting rights

11.1.1 Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

11.1.2 Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

11.1.3 Each share entitles to one (1) vote.

11.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

11.2.1 The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

11.2.2 Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

11.2.3 General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

11.2.4 If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

11.2.5 A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

11.2.6 Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

11.2.7 The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

11.2.8 Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1 The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3 Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2 The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2 The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17. General Provisions.

17.1 Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Fourth resolution

The Meeting resolves to dismiss, at the date hereof, the directors of the Company, and to grant them discharge for the performance of their duties. The Meeting further resolves to appoint the same as managers to the Company for an unlimited period of time, being:

1. Daniel GALHANO, born on July 13, 1976 in Moyeuvre-Grande, France, residing professionally at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
2. Patrizio BERTELLI, born on April 6, 1946 in Arezzo, Italy, residing at 11, Via Poggio Mendico, I - 52100 Arezzo, Italy; and
3. Giovanni GATTESCHI, born on September 5, 1950 in Arezzo, Italy, residing at 2/a, Via Mannini, I - 52100 Arezzo, Italy.

Fifth resolution

The Meeting resolves to dismiss, at the date hereof, the “commissaire aux comptes” of the Company, and to grant him discharge for the performance of its duties.

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above resolutions in the register of shareholders of the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huitième jour du mois d'octobre.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de PA BE 1 S.A., une société anonyme constituée et régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social se situe au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48327, constituée le 29 juillet 1994, suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 469 du 19 novembre 1994 (la Société). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 31 août 2010 suivant acte de Maître Gérard Lecuit, susmentionné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1922 du 17 septembre 2010.

L'Assemblée est présidée par Mlle. Claudia Rouckert, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le président nomme comme secrétaire Mme. Brigitte Martin, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Mme. Maria Santiago De Sousa, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement désignés comme le Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société (les Actionnaires) présents ou représentés et le nombre de leurs actions sont mentionnés sur une liste de présence. Cette liste ainsi que les procurations, signées ne varietur par le Bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent procès-verbal;

II. Il ressort de la liste de présence, que toutes les quarante-trois mille deux cents actions, représentant la totalité du capital social de la Société sont présentes à la présente Assemblée de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre des décisions sur tous les points de l'ordre du jour qui a été communiqué aux participants au préalable;

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. renonciation aux formalités de convocation;
2. changement de la forme juridique de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée;
3. modification subséquente et refonte complète des statuts de la Société afin de refléter les changements ci-dessus;
4. révocation des administrateurs de la Société sous la forme d'une S.A., et nomination de ces derniers en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée;
5. révocation du commissaire aux comptes de la Société;
6. modification des livres et registres de la Société afin de refléter les changements ci-dessus, avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, à l'effet de procéder, au nom de la Société, à l'inscription des résolutions ci-dessus dans le registre des associés de la Société, et
7. divers.

IV. Dès lors, l'Assemblée a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société se considérant comme valablement convoqués et ayant parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée sans interruption de sa personnalité juridique. L'Assemblée décide en outre de modifier la dénomination en PA BE 1 S.à r.l., le capital social ainsi que l'objet de la Société restant inchangés.

En conséquence dudit changement de forme juridique de la Société en une société à responsabilité limitée, les quarante-trois mille deux cents (43.200) actions sont échangées en un nombre équivalent de parts sociales.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de refondre intégralement les statuts de la Société, qui auront dès lors la teneur suivante:

<I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «PA BE 1 S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout

autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.2. La Société a en outre pour objet toutes les opérations sa rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.3. Elle pourra en outre employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cent soixante-quatorze mille sept cent vingt-cinq euros (EUR 174.725,-), représenté par quarante-trois mille deux cents (43.200) parts sociales, sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition qu'elle ait suffisamment des réserves distribuables à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par le Conseil, nommé par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil.

8.1. Pouvoirs du Conseil

8.1.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

8.1.2. Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents.

8.2. Procédure

8.2.1. Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant; au siège social de la Société ou en tout lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

8.2.2. Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

8.2.3. Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

8.2.4. Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

8.2.5. Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

8.2.6. Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

8.2.7. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

8.3.1. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

8.3.2. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants ou à tout gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée envers les tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée envers les tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

11.1.1. Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires des associés (les Résolutions Circulaires des Associés).

11.1.2. Lorsque des résolutions sont adoptées par voie de Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts Des Résolutions Circulaires des Associés, signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées en Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

11.1.3. Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

11.2.1. Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consulté par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

11.2.2. Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

11.2.3. Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

11.2.4. Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

11.2.5. Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

11.2.6. Les décisions adoptées en Assemblée Générale ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première

Assemblée Générale ou lors de la première consultation par écrit, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

11.2.7. Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

11.2.8. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés est considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés lors de l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat qui ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être nommés à nouveau.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) les associés doivent décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

Art. 17. Dispositions Générales.

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés peuvent être établies par écrit, par téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de révoquer les administrateurs de la Société, à compter de la date des présentes et de leur accorder décharge pour l'exercice de leurs fonctions. L'Assemblée décide ensuite de nommer ces derniers en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée, à savoir:

1. Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande, France, résidant professionnellement au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
2. Patrizio BERTELLI, né le 6 avril 1946 à Arezzo, Italie, résidant au 11, Via Poggio Mendico, I - 52100 Arezzo, Italie; et
3. Giovanni GATTESCHI, né le 5 septembre 1950 à Arezzo, Italie, résidant au 2/a, Via Mannini, I - 52100 Arezzo, Italie.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de révoquer le commissaire aux comptes de la Société à la date des présentes et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier les livres et registres de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des résolutions ci-dessus, dans le registre des associés de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux parties comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Rouckert, Martin, Santiago de Sousa, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 10 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13795. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014160482/529.

(140182073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Advent Diamond (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 151.522.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142563/10.

(140162178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Fédération Luxembourgeoise de Boxe, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg F 3.756.

— STATUTS

Reforme des statuts du 24 novembre 2007 remplacés par les statuts modifiés lors du Congrès Ordinaire du 26 avril 2014.

FEDERATION (WBF), de la WORLD BOXING ORGANISATION (WBO), de l'INTERNATIONAL BOXING FEDERATION (IBF) et de la WORLD BOXING ASSOCIATION (WBA).

L'a.s.b.l. «FLB» peut décider d'adhérer à d'autres associations internationales.

Art. 7. Les couleurs du logo de l'a.s.b.l. «FLB» sont les couleurs nationales.

Art. 8. Peuvent devenir membres de l'a.s.b.l. «FLB» tous les clubs ayant comme objet social la pratique de la boxe anglaise et dont le siège se situe au Grand-Duché de Luxembourg et dans la communauté européenne.

Les clubs membres peuvent créer leurs propres statuts, qui ne doivent cependant pas être en contradiction avec ceux de l'a.s.b.l. «FLB».

Art. 9. Tout club de boxe qui désire devenir membre de l'a.s.b.l. «FLB», doit présenter une demande écrite au président, à laquelle il joint un exemplaire de ses statuts. Le congrès décidera de son admission ou de son refus.

L'admission au sein de l'a.s.b.l. «FLB» oblige tout membre au respect des statuts, règlements et autres prescriptions adoptées par ses organes.

L'a.s.b.l. «FLB» peut décerner des titres honorifiques à des personnes ayant fait l'objet de mérites particuliers dans le domaine de la boxe anglaise.

Art. 10. Les membres de l'a.s.b.l. «FLB» sont:

1. les clubs affiliés
2. les membres du comité-directeur
3. les managers
4. les officiels
5. les promoteurs

Les clubs, ainsi que tout porteur d'une licence doivent régler une cotisation annuelle, fixée par le congrès, qui sert à faire face aux besoins de l'a.s.b.l. «FLB».

La licence est refusée à tous ceux qui ne satisfont pas aux exigences de l'a.s.b.l. «FLB».

Art. 11. La qualité de membre de l'a.s.b.l. «FLB» se perd par:

- a) la démission
- b) le non-paiement de la cotisation annuelle
- c) l'exclusion

Tout membre peut donner sa démission par lettre recommandée adressée au secrétaire général de l'a.s.b.l. «FLB». Celle-ci ne peut être acceptée que si le membre a rempli ses obligations envers l'a.s.b.l. «FLB».

Est réputé démissionnaire tout membre qui n'a pas réglé sa cotisation endéans les trois mois de son exigibilité.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée pour des motifs graves, tels qu'une violation grave ou répétée des statuts et règlements, ou encore une atteinte grave aux intérêts de l'a.s.b.l. «FLB» ou de l'un de ses membres.

Les membres démissionnaires, respectivement exclus ne disposent d'aucun droit, ni sur le patrimoine de l'a.s.b.l. «FLB», ni sur les cotisations, dons ou autres paiements faits en faveur de l'a.s.b.l. «FLB».

Administration et fonctionnement de la fédération

Art. 12. L'a.s.b.l. «FLB» est composée des organes suivants:

- le congrès
- le comité directeur
- la commission des officiels
- la commission des professionnels
- la commission médicale
- le comité de contrôle et de discipline

Art. 13. Le congrès est l'organe suprême de l'a.s.b.l. «FLB».

Chaque club de boxe affilié est représenté au congrès par deux délégués, chacun disposant d'une voix, soit par un mandataire disposant de deux voix.

Les deux délégués ou le mandataire sont à désigner par le club qu'ils représentent.

Les lettres de désignation doivent être signées par le président ou par le secrétaire du club affilié.

Un délégué ne peut représenter qu'un seul club membre à la fois.

La commission des officiels ainsi que les médecins fédéraux, disposent de deux voix.

La commission des professionnelles dispose de deux voix.

Art. 14. Le congrès est convoqué par le président de l'a.s.b.l. «FLB» et se réunit au moins une fois par an, durant le 1^{er} trimestre de l'année. Il se réunit en outre chaque fois que sa convocation est demandée par le comité-directeur ou par le tiers des membres de l'a.s.b.l. «FLB».

Art. 15. Les différents membres sont convoqués au congrès par courrier simple, indiquant de façon détaillée l'ordre du jour ainsi que le lieu et l'heure où il se tiendra. Les convocations doivent être adressées aux membres au moins 30 jours avant la date du congrès.

L'ordre du jour est arrêté par le comité-directeur de l'a.s.b.l. «FLB».

Toute proposition adressée par écrit par un membre au comité-directeur, quinze jours avant le congrès, doit être portée obligatoirement à l'ordre du jour lors du congrès.

Seuls peuvent faire l'objet d'une décision les points fixés à l'ordre du jour.

Lors du congrès seront exposés les rapports du comité-directeur et la situation financière de l'a.s.b.l. «FLB».

Le congrès approuve les comptes de l'exercice révolu et vote le budget pour l'exercice à venir.

Le congrès est seul compétent pour opérer une modification des statuts et pour décider de la dissolution de l'a.s.b.l. «FLB».

L'a.s.b.l. «FLB» est engagée par la signature conjointe du président et d'un autre membre du comité-directeur

Art. 16. Les résolutions prises sur proposition sont votées à la majorité simple des voix des membres présents. Les votes ont lieu à main levée, à moins que la majorité des délégués n'exige, par vote à main levée, un scrutin secret. En cas d'égalité des voix, la voix du président de l'a.s.b.l. «FLB» est prépondérante.

Le procès-verbal du congrès sera communiqué endéans les 3 mois par le secrétaire général aux membres de l'a.s.b.l. «FLB».

Art. 17. Le comité-directeur est l'organe administratif et exécutif de l'a.s.b.l. «FLB», qui exerce, à titre résiduel, toutes les attributions que les présents statuts n'attribuent pas au congrès ou à un autre organe de l'a.s.b.l. «FLB».

Il se compose:

- a) du président de la l'a.s.b.l. «FLB»
- b) d'un vice-président
- c) du secrétaire général
- d) du trésorier fédéral
- e) il comprend en outre un membre de chaque club affilié qui défend les intérêts de ce dernier au sein du comité-directeur
- f) du représentant de la commission des professionnelles, du représentant de la commission des officiels et du représentant de la boxe olympique.

Art. 18. Sauf accord unanime contraire, les membres désignés ci-dessus sub a),b),c) et d), sont élus par le congrès pour une durée de trois ans.

Les membres du comité-directeur sont rééligibles.

Au premier tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité absolue, tandis qu'au deuxième tour, elle a lieu à la majorité simple.

Les candidatures aux différents postes à pourvoir sont à introduire auprès du secrétariat de l'a.s.b.l. «FLB», au moins deux semaines avant la date du congrès, par courrier simple signé de la main du président ou du secrétaire du club affilié.

Art. 19. Le comité-directeur est convoqué par le président de l'a.s.b.l. «FLB».

La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

Les décisions du comité-directeur sont prises à la majorité simple.

Pour être valables, le tiers au moins de ses membres doivent être présents.

Art. 20. Le comité-directeur a les pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la gestion des affaires de l'a.s.b.l. «FLB» dans le respect des statuts et règlements.

Il peut se faire assister, pour des affaires déterminées, par des commissions temporaires ou permanentes, chargées d'étudier, d'organiser et d'exécuter des programmes spéciaux.

Il a notamment les pouvoirs suivants:

- surveiller le respect des présents statuts et autres règlements de l'a.s.b.l. «FLB»

- régler les différends existant entre membres ou clubs de l'a.s.b.l. «FLB»
- désigner l'organisateur des championnats nationaux
- attribuer des titres, prix et récompenses
- délivrer les licences aux affiliés
- adhérer à d'autres organismes internationaux de boxe
- régler tous les problèmes d'ordre technique et proposer des modifications au recueil technique

Il veille d'autre part au respect des obligations contractuelles et au paiement des cotisations et autres taxes.

Il règle les conflits résultant de transferts de boxeurs ou membres d'un club à un autre et contre lesquels des objections écrites sont formulées.

Afin d'assurer au mieux le fonctionnement de l'a.s.b.l. «FLB», le comité-directeur est habilité à voter, à la majorité des deux tiers de ses membres, des règlements intérieurs adaptés aux besoins et intérêts des différents organes de l'a.s.b.l. «FLB».

Art. 21. Le président de l'a.s.b.l. «FLB» préside les congrès ainsi que les séances du comité-directeur. 11 représente l'a.s.b.l. «FLB» dans tous les actes de la vie civile.

En cas d'empêchement ou de vacance de poste du président, ses fonctions seront exercées par le vice-président pour la durée de cet empêchement ou de cette vacance de poste du président.

Art. 22. La commission des officiels comprend:

- l'officiel
- l'officiel adjoint
- les arbitres
- les juges
- le chronométrateur
- le corps médical

Les membres de la commission des officiels élisent, à la majorité simple, un président, un vice-président et un secrétaire.

Les juges et arbitres aspirants ne disposeront d'un droit de vote qu'après la réussite de leur examen.

La commission des officiels a pour mission d'assurer le recrutement et la formation des juges et arbitres.

Elle délègue ses membres à des rencontres de boxe organisées au Luxembourg et à l'étranger.

Elle fait des propositions pour la fixation des indemnités revenant à ses membres.

Elle désigne les juges et arbitres au niveau national et les propose au niveau international.

Le rôle du corps médical est de prendre des mesures et directives destinées à protéger la santé des boxeurs et de conseiller l'a.s.b.l. «FLB» sur les différents problèmes d'ordre médical.

La commission travaille de façon autonome et dresse procès-verbal de ses activités et le transmet endéans la quinzaine au comité directeur.

Art. 23. Les ressources financières de Pa.s.b.l. «FLB» sont:

- les cotisations annuelles des clubs affiliés et les taxes perçues par Pa.s.b.l. «FLB»
- les droits de licence ou les recettes des manifestations organisées par Pa.s.b.l. «FLB»
- les subsides ou les dons et libéralités autorisés

Art. 24. La cotisation des membres et des managers est fixée chaque année par le congrès ordinaire.

Art. 25. La comptabilité de l'a.s.b.l. «FLB» est tenue par le trésorier fédéral, qui dresse le bilan des recettes et dépenses ainsi que le résultat de l'exercice écoulé.

La gestion du trésorier fédéral est contrôlée chaque année par trois réviseurs, élus par le congrès, qui rendront compte de leurs vérifications à ce dernier.

Art. 26. Il est institué un comité de contrôle et de discipline qui se compose d'un président, ainsi que de deux conseillers, nommés par le congrès pour une durée de trois ans.

En cas de défaillance d'un des deux conseillers, le président du comité de contrôle et de discipline en fonction, peut nommer, pour la durée de la défaillance, un conseiller suppléant.

Les attributions du comité de contrôle et de discipline sont les suivantes:

- conseiller le comité directeur en cas de litige;
- prononcer les sanctions ou mesures disciplinaires à prendre en cas de violation des statuts, des réglementations et des décisions prises par des organes compétents.

Les décisions du comité de contrôle et de discipline peuvent faire l'objet d'un recours par voie d'appel.

Le litige sera tranché en instance d'appel par le comité directeur, faisant fonction de jury d'appel.

Les décisions du jury d'appel sont définitives et ne sont susceptibles d'aucun recours.

L'a.s.b.l. «FLB» recommande à ses membres de ne pas porter devant les tribunaux judiciaires ordinaires des litiges qui rentrent dans la compétence de la Commission Luxembourgeoise d'Arbitrage pour le Sport (C.L.A.S.) du C.O.S.L.

Art. 27. Les sanctions pouvant être prononcées par les juridictions précitées sont les suivantes:

1. avertissement
2. amende de 25,00 € à 75,00 €
3. suspension temporaire
4. exclusion de l'a.s.b.l. «FLB»

Seul le congrès a le pouvoir de modifier le taux des amendes.

Art. 28. Les présents statuts ainsi que les divers règlements de l'a.s.b.l. «FLB» ne peuvent être modifiés que par le congrès à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 29. L'a.s.b.l. «FLB» proscriit l'utilisation par les sportifs, ainsi que l'administration aux sportifs, de substances ou de moyens de dopage.

En matière de contrôle de dopage, l'a.s.b.l. «FLB» se soumet avec tous ses licenciés actifs et inactifs à l'autorité de l'organisme national de coordination agréé par le C.O.S.L., et les autorités étatiques compétentes.

Elle reconnaît à cet organisme le droit d'établir la liste de substances dopantes et de procéder au contrôle de dopage parmi ses licenciés, notamment de fixer le programme des contrôles, de désigner les licenciés contrôlés, d'arrêter les règles de procédure du contrôle, de déterminer les mesures protectrices de droits des licenciés, de choisir le ou les établissements effectuant les examens de laboratoire.

L'a.s.b.l. «FLB» applique par extension, dans son domaine de compétence, les sanctions, portant interdiction de participation à des manifestations sportives, prononcées pour des faits de dopage par un quelconque autre organisme national ou international officiel régissant un sport pratiqué au sein d'une fédération membre du C.O.S.L.

Art. 30. La dissolution de l'a.s.b.l. «FLB» ne peut être décidée que par un congrès convoqué spécialement à cet effet, statuant à la majorité des deux tiers des voix. Si la dissolution est décidée, le patrimoine de la Fédération sera attribué à la CAISSE MUTUELLE DE SECOURS SPORTIF.

Comité-directeur 2014

Président:

Dominique SCHMIT, retraité, demeurant à Ottange France, de nationalité luxembourgeoise

Vice-président

Nermin ADROVIC, employé, demeurant à Differdange, de nationalité Luxembourgeoise

Secrétaire général:

Josiane FABER ff

Trésorier fédéral:

Josiane FABER, sans profession, demeurant à Niederkorn, de nationalité luxembourgeoise

Membres:

Tout le représentant des clubs affilié

Differdange, le 26 avril 2014.

BC Rumelange / BC Dudelange / BC Alma Dudelange / BC Gant d'Or Lux. / Central Boxing Club Lux. / Ro' de Le'w Differdange / BC Rubino Gym Differdange / BC Street - Sport Lux.

Référence de publication: 2014141260/198.

(140159768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Fare Development S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FARE DEVELOPMENT S.A. S.P.F

Société Anonyme - Société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2014142781/11.

(140162388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Rally Lux Holding Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 102.129.

In the year two thousand and fourteen,

on the twenty-ninth day of August.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“Rally Lux Holding One S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg having its registered office at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and registered with Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 102.130 (the “Shareholder”),

here represented by:

Mr Stefan LAMBERT, company manager, with professional address at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, acting in his capacity as one of the managers of said company with individual signing power in accordance with article ten (10) of its Articles of Incorporation.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of “Rally Lux Holding Two S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée having a share capital of ONE MILLION SIX HUNDRED TWELVE THOUSAND SIX HUNDRED EURO (1'612'600.- EUR), which was incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 28 June 2004, published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1029 of 14 October 2004, page 49375, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B number 102.129 and having its registered office at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the “Company”). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary, on 08 May 2012, published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1582 of 25 June 2012, page 75912.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation.
2. Decision to appoint “Avega Services (Luxembourg) S.à r.l.” a société à responsabilité limitée, established and having its registered office at 63 rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under section B number 140 376, as sole liquidator of the Company.
3. Determination of the powers conferred upon the liquidator.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to dissolve the Company and to put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The Shareholder resolved to appoint “Avega Services (Luxembourg) S.à r.l.” a société à responsabilité limitée, established and having its registered office at 63 rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under section B number 140 376, as sole liquidator of the Company.

Third resolution

The Shareholder resolved that, in performing his duties, the liquidator shall have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator may accomplish all the acts provided for by article 145 without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

The liquidator may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

The liquidator may distribute the Company's assets to the partners in cash or in kind to his willingness in the proportion of their participation in the capital.

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with Us the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze,
le vingt-neuf août.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«Rally Lux Holding One S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ayant son siège social au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.130 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Stefan LAMBERT, gérant de société, avec adresse professionnelle au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg,

agissant en sa qualité d'un des gérants de la prédite société avec pouvoir de signature individuelle en conformité avec l'article dix (10) de ses statuts.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de «Rally Lux Holding Two S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social d'UN MILLION SIX CENT DOUZE MILLE SIX CENTS EUROS (1'612'600.- EUR), constituée suivant acte notarié dressé en date du 28 juin 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1029 du 14 octobre 2004, page 49375, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.129 et ayant son siège social au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire instrumentaire, en date du 08 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1582 du 25 juin 2012, page 75912.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation.

2 Décision de nommer «Avega Services (Luxembourg) S.à r.l.» une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 63 rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, enregistrée auprès au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 140 376, en tant que seul liquidateur de la Société.

3 Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur.

L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Associé a décidé de nommer «Avega Services (Luxembourg) S.à r.l.» une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 63 rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, enregistrée auprès au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 140 376, en tant que seul liquidateur de la Société.

Troisième résolution

L'Associé a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le liquidateur peut accomplir tous les actes visés à l'article 145 sans demander l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où cette autorisation serait requise.

Le liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur n'a pas à faire l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'il fixera.

Le liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société aux actionnaires en numéraire ou en nature selon sa volonté en fonction de leur participation au capital.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au représentant de la partie comparante connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé, avec Nous notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. LAMBERT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} septembre 2014. Relation: EAC/2014/11686. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014140463/121.

(140159065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Anchor Holdings GP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.664.

A. Il résulte des résolutions de l'assemblée générale de la Société en date du 30 juin 2014 les décisions suivantes:

1. Modification de la durée des mandats des Administrateurs suivants pour prendre fin à la date de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015:

Monsieur Jacob Mudde, Administrateur B, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur Patrick Leonardus Comelis van Denzen, Administrateur B, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur Ted Stuart Lodge, Administrateur A, né le 24 mai 1956 à Pennsylvania, États Unis d'Amérique, et ayant pour adresse professionnelle 300 Park Avenue, 21 étage, NY10022 New York, États Unis d'Amérique.

Monsieur Jonathan David Ford, Administrateur A, né le 08 septembre 1974 à Taunton, Royaume-Uni, et ayant pour adresse professionnelle 25 Knightsbridge, SW1X 7LY Londres, Royaume-Uni.

Monsieur Greg Olafson, Administrateur A, né le 28 septembre 1971 à Windsor, Canada, et ayant pour adresse professionnelle 133 Fleet Street, Londres EC4A 2BB, Royaume-Uni.

Madame Martha Sofia Caballero Elizondo, Administrateur B, née le 12 novembre 1981 à Nuevo León, Mexique, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Madame Gwenaëlle Cousin, Administrateur B, née le 03 avril 1973 à Rennes, France, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

B. Il résulte des résolutions du conseil d'administration de la Société tenues en date du 29 août 2014, que les administrateurs reconnaissent:

1. Démission de l'Administrateur B à compter du 28 août 2014:

Madame Gwenaëlle Cousin, née le 03 avril 1973 à Rennes, France, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Nomination du nouveau Administrateur B, de façon "intérim", pour une durée à compter du 28 août 2014 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015:

Monsieur Michael Watrin, né le 17 septembre 1978 à Virton, Belgique, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Anchor Holdings GP S.A.

Martha Sofia Caballero Elizondo

Administrateur B

Référence de publication: 2014139364/37.

(140158306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.